

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article10054>

# Scandale d'écoutes illégales à Bogota

- Renseignement - International -



Date de mise en ligne : mercredi 25 février 2009

---

Spyworld Actu

---

Faut-il fermer l'agence colombienne de renseignements ? Oui, a répondu le ministre de la défense, Juan Manuel Santos, mardi 24 février, immédiatement démenti par le président de la République. Alvaro Uribe souhaite, lui, "purger et renforcer" le Département administratif de sécurité (DAS). Un scandale concernant des écoutes téléphoniques a ouvert le débat sur l'avenir des services de renseignements.

L'hebdomadaire *Semana* a révélé que des dizaines de personnalités, élus, journalistes et magistrats ont été mises sur écoute et leurs courriels interceptés par le DAS. Des informations ainsi recueillies auraient été vendues à la mafia, aux groupes paramilitaires d'extrême droite et à la guérilla d'extrême gauche. M. Santos dit détenir la preuve que le DAS envoyait même "des informations sensibles à des gouvernements étrangers".

Le directeur de l'institution, Felipe Muñoz, avait ordonné, lundi, l'ouverture d'une enquête et accepté la démission du directeur du contre-espionnage. Deux autres hauts fonctionnaires ont été limogés. Ce premier coup de balai n'a pas suffi à calmer les esprits.

Qui a donné ordre de mettre sur écoute les personnes concernées ? M. Uribe, qui s'est dit "loyal" avec ses opposants, a démenti toute responsabilité. "Je n'ai jamais donné l'ordre de surveiller la vie privée des gens", a-t-il assuré. En rappelant que deux de ses proches avaient été mis sur écoute, il a dénoncé au sein du DAS l'existence d'un réseau mafieux "qui porte atteinte à la démocratie, à la liberté, au pays et au gouvernement".

L'opposition, sceptique, rappelle que le DAS dépend directement de la présidence de la République. "Quelqu'un au palais présidentiel connaissait forcément les agissements du DAS", affirme Ramiro Bejarano, un ex-directeur du DAS, aujourd'hui féroce opposant. L'ancien président Cesar Gaviria juge "très inquiétant que le président et le gouvernement aient à ce point perdu le contrôle du DAS".

Le paradoxe est grand pour M. Uribe, qui a fait de la sécurité une priorité. "Le DAS n'est pas hors de contrôle, écrit l'analyste Claudia Lopez dans le quotidien *El Tiempo*. Il est aux ordres du président. Les mafias narcoparamilitaires qui y sévissent ont été nommées par le président lui-même."

### **AFFAIRES EN SÉRIE**

Ce n'est pas le premier scandale qui éclabousse les services de renseignements. En septembre 2008, une circulaire intérieure avait été divulguée, donnant ordre aux agents du DAS de suivre le sénateur de gauche Gustavo Petro. La directrice du DAS, Maria del Pilar Hurtado, avait alors été contrainte de démissionner.

Le premier directeur du DAS nommé par le président Uribe est, lui, sous les verrous. Jorge Noguera est en effet soupçonné de complicité avec les paramilitaires du nord de la Colombie, à qui il aurait fourni des listes de syndicalistes à assassiner. M. Noguera avait été l'un des directeurs régionaux de la première campagne présidentielle de M. Uribe, en 2002.

Selon *Semana*, des magistrats de la Cour suprême ont été mis sur écoute, dont celui qui coordonne l'enquête sur les liens entre les hommes politiques et les paramilitaires. Les 23 magistrats de la Cour ont signé une déclaration contre "ces comportements punissables, qui dégradent l'Etat de droit et portent atteinte à la démocratie et à la liberté d'opinion".

*Post-scriptum :*

<http://www.lemonde.fr/ameriques/art...>